

LA FRANCE CONTRE GOOGLE

LE 8 JANVIER 2010 RUBIN SFADJ

[...] Après les banquiers et autres traders (voir : crise économique, moralisation du capitalisme) et après l'islam les immigrés et autres burqas (voir : immigration, débat sur l'identité nationale), le pouvoir, prompt à saisir la balle au bond, a trouvé son nouveau bouc émissaire : Google.

Récapitulons :

- » Septembre 2009 : Affaire de la BNF. Google est **accusé** de vouloir piller le patrimoine culturel français.
- » Novembre 2009 : Débat sur le "droit à l'oubli". Google est **accusé** de violer la vie privée des Français.
- » Décembre 2009 : Lancement du Kindle (d'Amazon) à l'international. Google est **accusé** de spolier la presse française.
- » Janvier 2010 : Mission Zelnik. Google est **accusé** par Nicolas Sarkozy de "ponctionner une part importante" du marché publicitaire français.

Après les banquiers et autres traders (voir : crise économique, moralisation du capitalisme) et après l'islam les immigrés et autres burqas (voir : immigration, débat sur l'identité nationale), le pouvoir, prompt à saisir la balle au bond, a trouvé son nouveau bouc émissaire : Google.

Fondé en 1998 et introduit en bourse en 2004 seulement, le jeune géant du web revêt toutes les qualités nécessaires à l'accomplissement de la mission que vient de lui assigner le chef de l'État : toujours en avance d'un train, très jeune mais déjà institutionnelle, étrangère mais omniprésente, l'entité Google constitue le parfait représentant d'une modernité qui fait voler en éclats un modèle économique et social basé sur la **rente**, les **privilèges** et l'**interventionnisme**.

S'attaquer à Google, c'est donc, pour qui se préoccupe plus d'image que d'avenir, défendre une certaine idée de la France — se battre contre la fatalité. Quel courage ! Reste à organiser la riposte contre l'agresseur.

Pour un dirigeant populiste, il n'y a pas trente-six façons de traiter un bouc émissaire : soit on l'interdit (les immigrés), soit on le taxe (les banquiers). Dans le cas de Google, luxe suprême, on pourra presque se permettre de faire les deux. Après avoir fait part de ses soupçons d'abus de position dominante à l'égard du numéro un de la recherche en ligne — l'Autorité de la concurrence va sévir —, Nicolas Sarkozy a repris à son compte l'idée d'une taxe sur les revenus publicitaires des moteurs de recherche — autant dire une "taxe Google".

Théoriquement, c'est au ministre de l'économie qu'il revient de saisir l'Autorité de la concurrence, et au Parlement de voter l'impôt. Simples détails techniques.

Tiens-toi bien, Google : la France passe à l'attaque !

» **Article initialement publié sur sfadj.com**

FOOBAR

le 8 janvier 2010 - 13:04 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Et la proposition de loi anti-google street view !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ORDINATEUR DE BUREAU

le 5 septembre 2010 - 1:52 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Apple now has Rhapsody as an app, which is a great start, but it is currently hampered by the inability to store locally on your iPod, and has a dismal 64kbps bit rate. If this changes, then it will somewhat negate this advantage for the Zune, but the 10 songs per month will still be a big plus in Zune Pass' favor.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Les tweets qui mentionnent La France contre Google | Owni.fr -- Topsy.com le 8 janvier 2010 - 12:08

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par damien douani, Aurélien Fache, Viinz, Owni, topsy_top20k et des autres. topsy_top20k a dit: [owni] La France contre Google: Récapitulons : » Septembre 2009 : Affaire de la BNF. Google est accusé de... <http://bit.ly/5pjMEZ> /-) #owni [...]